

abus de la liberté de l'enseignement et de la propriété.

Ils ne sont dans l'un et l'autre cas que des ennemis de la véritable liberté. Ils veulent l'oppression et défendent la liberté de l'esclavage.

Ils se disent conservateurs ; c'est ici que nous voulons montrer qu'il n'en est rien et qu'ils sont de véritables révolutionnaires ; seulement, au lieu de révolutionner le catholicisme en avant, ils le révolutionnent à rebours, et rétrogradent d'une période sociale dans le passé.

Cette preuve offre un grand intérêt, elle est pleine d'enseignements et mérite quelque attention. Alors que j'entreprends de signaler la tendance des partis à remettre en honneur les principes vicieux de l'organisation sociale antique, on ne s'étonnera point que j'examine les caractères de cette organisation. Hélas ! cette revue rétrospective, quelque inutile qu'elle puisse sembler, n'a que trop d'actualité.

CHAPITRE V.

LA RELIGION, LA FAMILLE ET LA PROPRIÉTÉ.

I.

Dans la société romaine, je l'ai déjà dit, le principe de l'autorité, c'était l'intérêt et la gloire de Rome. Le sentiment le plus élevé que pût concevoir le Romain, c'était le patriotisme. Il sacrifiait ainsi tous les hommes et tous les peuples à sa patrie ; en elle était l'origine et la justification de toutes les vertus. Cela seul était bon qui était utile à la patrie, cela seul était mauvais qui lui était nuisible. Cette idée nationale jouait ainsi dans les sociétés païennes le même rôle que l'idée religieuse dans la chrétienté : elle était une religion. Telle était l'autorité chez tous les peuples immédiatement antérieurs au christianisme.

La morale fut donc alors essentiellement dépendante de l'intérêt de l'État, variable dans chaque cité ; naturellement elle dut sembler indifférente à quiconque n'a-

vait pas de patrie. Tel est en effet un des caractères les plus saillants de cette époque. Les anciens rattachent si intimement l'idée de vertu à la convention sociale, qu'ils n'hésitent point à affirmer que la vertu est absolument inutile à l'esclave ; aussi ne comprirent-ils d'autre moyen de le conduire que la terreur, et la législation servile des peuples les plus doux est horrible de cruauté. C'est ainsi que, par un semblable entraînement logique, les chrétiens affirmèrent que, sans le baptême et la foi, la vertu devenait inutile et ne pouvait empêcher la damnation.

Aussi chez les peuples anciens, la patrie fut tout ; elle eut ses martyrs, comme la religion eut plus tard les siens. Courage, honneur, amour, dévouement, vertu, sans patrie tout parut sans cause, tout parut sans but, tout parut inutile ; et le sentiment d'amour pour la cité brilla d'un éclat que le monde n'a plus revu depuis le jour où il comprit la fraternité religieuse.

Un semblable principe d'autorité investissait naturellement tous les citoyens de la souveraineté ; de même que dans la société chrétienne l'individu fut investi de la souveraineté par le baptême, il le fut à Rome par l'état civil ; la réunion des citoyens, le souverain collectif, fut la cité. L'organisation du souverain fut variable ainsi que la forme du pouvoir.

Ces formes importent peu, mais il en est autrement des fonctions et de leurs limites.

Or, la fonction du souverain fut, en outre de tout ce qui lui fut attribué par le catholicisme, fut, dis-je, de faire la morale ; elle dépendit de ses prescriptions. C'était un droit exorbitant. Le souverain, dans son

intérêt, de par la raison d'État, décrétait le bien et le mal.

Le pouvoir exécutait et maintenait les décisions du souverain.

La liberté morale du citoyen n'existait pas. Soumis en cet ordre à l'organe qui représentait le peuple, il était véritablement dans une sujétion excessive.

Il est digne de remarque que, lorsque le représentant du souverain (le peuple) vint à se confondre avec le chef du pouvoir par la création de l'empire, cette puissance formidable fut l'origine et la justification d'une oppression étrange ; Rome dans sa décadence rétrogradait ainsi vers le droit social de l'Orient : il n'est personne qui n'ait été frappé de cette vérité en lisant l'histoire du Bas-Empire.

C'est d'un semblable malheur que nous sommes menacés. Il semble que les nations, comme les individus, à l'heure de la décrépitude, retombent dans les faiblesses du premier âge.

Née de Rome, notre société retourne au droit romain ; vieille et mourante, elle s'enveloppe comme en un linceul dans les langes et les maillots dont sa jeunesse avait dégagé son enfance.

C'est ainsi qu'elle répète machinalement et bégaye, sans en comprendre le sens, les mots et les chansons dont elle fut bercée.

II.

Que me reste-t-il à prouver ? Il suffit de la simple énumération que je viens de faire.

Voyez ce qui se passe de nos jours. Écoutez les partis : quelle est leur autorité, quel est leur souverain, quels sont ses droits, quelle est la fonction du pouvoir ?

L'autorité pour tous c'est l'intérêt du parti, voilà du nom d'intérêt social, c'est la raison d'État.

La morale, quelle est-elle à leurs yeux ? Ils n'ont plus de religion sociale ! c'est l'ensemble des lois. Qui fait les lois ? Le souverain. Quelle est la fonction du pouvoir ? Les défendre. Quelle est la limite de la liberté ? La volonté du souverain.

C'est là l'autorité romaine, le souverain et le pouvoir romain, et c'est la liberté romaine.

Et pendant que l'idée sociale reculait ainsi dans le temps, l'étendue sociale reculait aussi dans l'espace.

La société s'amoindrissait à la fois, dans sa forme et dans sa pensée, dans son nombre et dans son unité, dans la matière et dans l'esprit.

Désolante et juste harmonie ! Voyez :

La catholicité brisée, le souverain, en même temps qu'il s'efforce d'acquérir un droit moral, une puissance injuste, se rétrécit et devient misérable. Votre souverain c'est un peuple, ce n'est plus l'Église ; c'est une nation, ce n'est plus l'auguste assemblée des nations. Que voulez-vous ? Quel but a votre activité ? La catholicité voulait conquérir le monde, elle se nommait l'Europe ! Vous vous nommez aujourd'hui la France ! l'Allemagne ! l'Angleterre ! que sais-je ? Et c'est un rêve, un idéal pour vous que de faire une Italie, quand vous avez eu la chrétienté, quand vous avez à faire une humanité ! Les temps se divisent. La vie change. Durer n'est plus, le ciel et l'enfer vous appellent, il faut naître ou mourir,

il faut monter ou descendre : et vous choisissez la mort ! Et vous aimez l'abîme.

Et vous voulez être obéis par les hommes ? Et vous voulez être respectés ? Et vous voulez représenter l'esprit du temps ? Et vous vous dites la révolution ? Halte-là ! je vous le défends, et j'en ai le droit, et nous l'avons nous tous que vous déshonorez en volant ce nom glorieux que vous auriez avili s'il pouvait l'être par vous. Et vous vous dites la conservation ? Ceci est au moins étrange quand vous vous suicidez.

III

Songez y donc, ailleurs je vous l'ai déjà dit : qu'espérez-vous ainsi défendre ? Mais vous nourrissez dans votre sein un implacable ennemi, un ennemi qui vous a déjà vaincus quand vous étiez armés, quand vous étiez tout-puissants, un ennemi que vous ne pouvez attaquer, contre lequel vous n'oseriez vous défendre. Le catéchisme vous tuera.

Croyez-vous donc que l'idéal s'oublie, que le souvenir de l'ordre et de la vérité s'efface, lorsque pour les remplacer, vous nous offrez un idéal infime, un ordre, une vérité moindres ?

Si je nie votre souverain, et j'ai droit de le nier, le sang des martyrs et l'esprit vivant de la patrie me l'ont donné ; si je nie les droits que le souverain s'arroge : que ferez-vous ? Vous emploierez la force, vous me jugerez, vous me condamnerez. Après ? En serez-vous moins vaincus ? Rome employait une autre force ! elle condamnait autrement ! elle est morte. Allez dans le sépulcre, allez la rejoindre, elle vous attend. Mais ce que vous

donnez à César, au souverain, c'est là précisément ce que les chrétiens refusaient à César. C'est ce droit même de fixer le bien et le mal, d'affirmer par sa volonté seule ce qu'on devait respecter, ce qu'on devait obéir ; c'est ce droit que César défendait avec rage, avec folie. Cette histoire des persécutions, cette lutte d'une société qui ne veut point changer, qui ne veut point renaître, qui recule devant un nouvel idéal, ce combat insensé, cette horrible agonie ! l'avez-vous oublié ? N'avez-vous rien appris ?

Et si vous n'employez pas la force, et cela vaut autant pour vous, croyez-moi, si vous discutez : que m'opposerez-vous ? L'assentiment d'un peuple, le jugement d'une majorité, quelques millions de votes contestés par d'autres millions, en moindre nombre, j'y consens. Ah ! que m'importe ? Quoi ! vous osez me parler d'un peuple, d'une génération, d'une majorité, quand je m'élève contre vous, soulevé par le flot des générations et des peuples, par leur unanimité. Ah ! faites de moi ce que vous voudrez ; je ne vous crains pas, j'ai mes témoins, je vous défie. Parlez-moi d'un idéal plus pur, d'une idée qu'ils n'ont point connue ; mais ne parlez pas de l'idée qu'ils ont méprisée ; car j'ai le droit d'en mépriser les défenseurs et de la mépriser avec eux.

Ce droit : c'est mon héritage et le legs des générations passées ; c'est le prix de leurs douleurs, de leurs travaux, de leur génie, de leur amour. Si vous le foulez aux pieds, je le relève, il est à moi. Contre vous c'est ma force et ma sauvegarde et mon talisman.

Ainsi déjà, la liberté de conscience suffisait pour détruire votre organisation, et voilà que, pour vous sauver,

vous reculez à ce point, que vous faites un ennemi de votre défenseur ; et le christianisme, chose étrange, s'unit à nous pour vous combattre.

Ah ! je connais l'avenir qui vous est réservé, je sais votre misère ! j'appelle et je cherche l'espoir, je cherche en vain l'amour : lui seul est fécond, lui seul enfante et sait donner la vie ; partout je vois le doute et la haine, le doute impuissant et la haine stérile.

IV.

Il faut cependant s'arracher à ces tristesses, à ces découragements inutiles. Rien ne retourne au néant, et s'il est des sociétés qui meurent, il est des sociétés qui naissent :

Naitre, vivre, mourir ; tuer, enfanter ; organiser et désorganiser : voilà l'homme, son œuvre, et leur commun destin.

Les périodes organiques et critiques se succédant ainsi régulièrement dans le progrès incessant de l'humanité, on peut établir deux systèmes de divisions dans l'histoire.

Tantôt le récit commence avec l'origine d'une société, la suit dans ses développements, et passant par l'apogée de sa puissance, la suit encore dans son déclin, et gémit sur elle quand elle a cessé d'être.

Tel est malheureusement le système le plus généralement adopté ; telle est la forme ordinaire de l'histoire, et chacune de ses divisions porte ainsi le nom d'un peuple ou d'une institution ; elle embrasse une évolution.

Mais si le récit commence avec l'époque critique, il

descend avec elle l'abîme des décadences, se relève avec un nouveau peuple et l'abandonne alors que, dans toute la plénitude de son être, il règne plus heureux, plus puissant et meilleur, oublieux de celui qui naquit et mourut avant lui.

Le premier de ces systèmes, presque toujours employé, triste et décourageant, n'est que la biographie des sociétés; il enseigne à redouter le temps, à craindre la vie; en lui, chaque pas est un pas vers la ruine. La fin des nations, le suprême résultat de leurs efforts, c'est un livre, quelque monument, un souvenir! moins que rien! un écho qui retourne au silence; un nom dont chaque heure livre une lettre à l'oubli! c'est le martyrologe des dévouements et des peuples, l'école des doutes et des lâches abandons.

Si tout passe et si tout est la proie du néant, à qui donc attacher un amour éternel? Pourquoi lutter, patrie, si tes jours sont comptés?

Le second mode, au contraire, plein de promesses et d'espoir, nous montre à chaque pas, dans sa route glorieuse, l'humanité jeune et bien faible encore, toujours près de la vérité, plus amante de la justice.

Les nations meurent, leur nom s'efface, mais la pensée qu'elles ont élaborée pendant des siècles, ne descend pas avec elles dans la nuit. Comme des générations, les peuples se suivent, et chacun lègue à son successeur un héritage immortel: le peuple enfant grandit et construit dans le temps l'idéal de bonheur et de justice que son père a rêvé.

Ainsi, l'âme humaine s'agrandit et s'élève; au-dessus de la vie individuelle, au-dessus de cette vie plus large

mais passagère encore, qui s'enferme entre des frontières dans le temps et dans l'espace, elle plane et s'attache à la vie même de l'humanité. Elle trouve un objet digne de son amour, une fin digne de son sacrifice et de son espoir; la certitude d'un avenir meilleur, la certitude de travailler à l'atteindre; à la fois, le repos, le bonheur et la force: savoir, aimer, vouloir!

Cette étude féconde est celle des révolutions.

V.

Essayons de déterminer quelques-uns des caractères de ces grandes transformations. Que ce soit la dernière qu'ait vu le monde, le passage du monde païen au monde chrétien. Aussi bien j'ai besoin d'en dire quelques mots pour définir complètement la révolution moderne, et répondre à ceux qui nous accusent de vouloir détruire la religion, la famille et la propriété.

Si je me renfermais dans un silence prudent, et si je ne disais rien de ces importantes institutions qui caractérisent la philosophie, la morale et l'économie politique d'une société, ce serait à bon droit que l'on pourrait me taxer de faiblesse et d'hypocrisie. Je n'entends point être aussi coupable, et toute réticence en ces graves matières me paraît une déloyauté.

Ces institutions répondent en effet aux trois attributs de l'âme humaine: l'esprit, le sentiment, la sensation. Ce sont les formes suivant lesquelles les hommes s'unissent au monde; elles sont la règle de l'extension de leur personne au dehors, pour ainsi dire; elles indiquent le mode suivant lequel les hommes se lient à Dieu, aux

hommes, à la nature ; leur manière enfin de comprendre, d'aimer, de sentir.

Si l'autorité, la souveraineté, le pouvoir, qui répondent également à ces trois attributs de l'âme, constituent l'organisation politique ; la religion, la famille et la propriété, représentent particulièrement l'organisation sociale. Après avoir parlé des tendances du mouvement politique, ce sont donc les tendances du mouvement social que je veux tenter de préciser à leur tour.

Avant d'entreprendre cette tâche, je dois faire quelques observations.

VI.

Cette distinction de la révolution politique et de la révolution sociale, n'est qu'une idée fautive, attendu que ces mouvements sont identiques, et qu'on ne saurait en rien les séparer. Ils ont la même cause, la même activité, le même objet, les mêmes caractères.

Secondement, l'organisation morale n'est point entièrement exprimée par la famille, tant s'en faut. Le sentiment qui la crée est loin d'être le seul qui serve de base aux relations sociales des hommes entre eux, et à l'extension de leurs personnes par la passion. Sans parler des sentiments libres et spécialement réglés par les mœurs, tels que l'amour et l'amitié, il est certain, en se renfermant dans le cercle des sentiments réglés par les lois, que l'ambition à laquelle est due toute la force de la hiérarchie exécutive a dans l'organisation sociale un rôle aussi puissant que la famille. Mais je n'ai d'autre but que de montrer le caractère de la révolution ; il me suffit pour cela de l'exemple que

des attaques incessantes contre des doctrines peu comprises m'ont indiqué.

Enfin, au sujet même de ces attaques, je dirai qu'il est absurde de nous accuser de vouloir détruire en elles-mêmes de telles institutions ; elles sont, ai-je dit, les expressions de la nature de l'âme, et ne sauraient disparaître qu'avec l'âme elle-même.

Il ne dépend en rien de quelque doctrine que ce soit d'empêcher les hommes de croire à quelque chose, d'aimer leurs parents et leurs enfants, d'étendre leur personnalité jusqu'à certains objets, qui deviennent ainsi une véritable propriété, soit par leur origine individuelle, soit par une attribution spéciale.

En supposant que de telles doctrines fussent enseignées, ce que j'ignore absolument, ce serait leur faire trop d'honneur que de les combattre et de les réfuter ; elles n'ont aucune possibilité de force et d'influence réelles, et ne présentent rien de dangereux ; elles ne peuvent acquérir aucune puissance ; elles ne seraient que des aberrations, des maladies de l'esprit, à peu près comme si l'on offrait aux hommes de s'arracher les yeux ou de se couper les mains pour se perfectionner.

Mais si, au lieu de considérer ces institutions en elles-mêmes, on les considère dans les formes qu'elles ont revêtues, on reconnaît que ces formes ont changé bien des fois, il est probable qu'elles changeront encore. Si le pouvoir, le souverain et l'autorité se transforment, il est inéluctable qu'elles subiront une transformation analogue.

Un nouveau souverain suppose une nouvelle reli-